



Circulaire départementale

« Poursuite de la scolarité des élèves de l'école primaire et recours des familles »

(écoles publiques)

Rentrée scolaire 2023

1°) Rappel de la réglementation

Article D321-6 du Code de l'éducation

L'enseignant de la classe est responsable de l'évaluation régulière des acquis de l'élève.

Les représentants légaux sont tenus périodiquement informés des résultats et de la situation scolaire de leur enfant. Si l'élève rencontre des difficultés importantes d'apprentissage, un dialogue renforcé est engagé avec ses représentants légaux et un dispositif d'accompagnement pédagogique est immédiatement mis en place au sein de la classe pour lui permettre de progresser dans ses apprentissages.

Au terme de chaque année scolaire, le conseil des maîtres se prononce sur les conditions dans lesquelles se poursuit la scolarité de chaque élève en recherchant les conditions optimales de continuité des apprentissages, en particulier au sein de chaque cycle.

A titre exceptionnel, dans le cas où le dispositif d'accompagnement pédagogique mis en place n'a pas permis de pallier les difficultés importantes d'apprentissage rencontrées par l'élève, un **redoublement peut être proposé par le conseil des maîtres**.

Cette proposition fait l'objet d'un dialogue préalable avec les représentants légaux de l'élève et **d'un avis de l'inspecteur de l'éducation nationale** chargé de la circonscription.

Elle prévoit au bénéfice de l'élève concerné un dispositif d'accompagnement spécifique qui peut prendre la forme d'un programme personnalisé de réussite éducative prévu par l'article D.311-12.

Aucun redoublement ne peut intervenir à l'école maternelle, sans préjudice des dispositions de l'article **D. 351-7**.

Le conseil des maîtres ne peut prononcer qu'un seul redoublement ou raccourcissement de la durée d'un cycle durant toute la scolarité primaire d'un élève. Toutefois, dans des cas particuliers, il peut se prononcer sur un second raccourcissement, **après avis** de l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

2°) Procédure

Les demandes de redoublement sont examinées au préalable par l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

Les **propositions** du conseil des maîtres sur la poursuite de la scolarité de l'élève sont adressées aux parents pour avis. Ceux-ci font connaître leur réponse dans un **délai de 15 jours**. Passé ce délai, l'absence de réponse équivaut à l'acceptation de la proposition.

Le conseil des maîtres arrête alors sa **décision** qui **est notifiée** aux parents. Si ces derniers contestent la décision, ils peuvent, dans un **nouveau délai de 15 jours**, former un recours motivé, qui sera examiné par la commission départementale d'appel. La possibilité de former un recours concerne **chaque classe**.

Dans ce cas, le directeur d'école transmet à la commission d'appel un dossier comportant la décision du conseil des maîtres et les éléments qui l'ont motivée, ainsi que **tous éléments susceptibles d'informer cette instance**.

Les parents qui ont fait appel de la décision du conseil des maîtres peuvent faire connaître leurs arguments et transmettre à la commission d'appel tous documents susceptibles de compléter l'information de cette instance.

Les parents qui le demandent sont entendus par la commission. Dans ce cas, les directrices et directeurs d'école leur préciseront d'en faire la demande auprès de la Division Départementale de l'Elève et de la Scolarité afin qu'un ordre de passage puisse être établi.

Toutes les informations utiles concernant leurs droits doivent être données aux parents avec la notification de la décision du conseil des maîtres.

La décision prise par la commission d'appel vaut décision définitive de passage dans la classe supérieure, de redoublement ou de saut de classe.

Lorsqu'un redoublement est décidé, un dispositif d'aide qui peut s'inscrire dans un programme personnalisé de réussite éducative (**PPRE**) est mis en place. Il sera transmis pour information à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

Cas particulier de l'école maternelle : la décision de redoublement relève de la compétence de la MDPH (CDAPH) qui l'inscrit dans le projet personnalisé de scolarisation (**PPS**) de l'enfant.

Cas particulier des élèves scolarisés dans le cadre d'un dispositif ULIS école : ces élèves n'ont pas vocation à être systématiquement maintenus à l'école élémentaire. Une demande de redoublement exceptionnel sera donc également formulée **pour les élèves nés en 2012** si le maintien en ULIS école est envisagé.

Cas particulier des élèves pour lesquels une orientation est envisagée en SEGPA ou ULIS collège : ces orientations ne sont pas conditionnées à un redoublement préalable au cours de l'école élémentaire.

La commission départementale d'appel se réunira le :

Vendredi 9 juin 2023 à 13h30 à la D.S.D.E.N. du Puy-de-Dôme

Annexes :

Annexe 1 : Imprimé individuel de demande de redoublement à titre exceptionnel pour pallier une période importante de rupture des apprentissages scolaires

Date limite d'envoi à l'IEN : **vendredi 24 mars 2023**

Annexe 2 : Imprimé individuel de **proposition** du conseil des maîtres concernant la poursuite de la scolarité de l'élève.

Date limite d'envoi aux parents : **vendredi 7 avril 2023**

Annexe 3 : Imprimé individuel de **notification** de la décision du conseil des maîtres concernant la poursuite de la scolarité de l'élève.

Date limite d'envoi aux parents : **vendredi 5 mai 2023**

Annexe 4 : Imprimé **récapitulatif des recours** déposés par les familles.

Date limite d'envoi à l'IEN : **mercredi 24 mai 2023**

Si des recours ont été déposés, les annexes 2, 3 et 4 devront être transmises,
accompagnées des dossiers **complets** destinés à la commission d'appel,
à l'Inspecteur de l'Education nationale chargé de votre circonscription
pour le mercredi 24 mai 2023, délai de rigueur.

Calendrier des opérations :

Jeudi 23 mars 2023 au plus tard	Réunion du conseil des maîtres qui propose un avis sur la poursuite de la scolarité de l'élève et renseigne l'annexe 1
Vendredi 24 mars 2023 au plus tard	Transmission à l'IEN de l'annexe 1 accompagnée du livret scolaire de l'élève et de tous documents utiles à la compréhension de la situation scolaire de l'élève
Vendredi 31 mars 2023 au plus tard	Etude des dossiers par l'IEN
Mardi 4 avril 2023 au plus tard	Retour de l'avis de l'IEN aux écoles
Vendredi 7 avril 2023 au plus tard	Transmission de l'annexe 2 aux familles par le directeur d'école
	Délai de 15 jours
Jeudi 27 avril 2023 au plus tard	Retour par les familles de l'annexe 2 (acceptation ou refus de la proposition)
Jeudi 4 mai 2023 au plus tard	Réunion du conseil des maîtres qui arrête une décision sur la poursuite de la scolarité de l'élève et renseigne l'annexe 3
Vendredi 5 mai 2023 au plus tard	Transmission de l'annexe 3 aux familles par le directeur d'école
	Délai de 15 jours
Mardi 23 mai 2023 au plus tard	Retour par les familles de l'annexe 3 (acceptation de la décision ou dépôt d'un recours motivé)
Mercredi 24 mai 2023 au plus tard	Transmission à l'IEN par le directeur d'école des recours déposés par les familles (joindre les annexes 2, 3 et 4 et les dossiers scolaires complets destinés à la commission d'appel)
Mardi 30 mai 2023 au plus tard	L'IEN transmet à la D.S.D.EN. / D.D.E.S. les dossiers étudiés en commission départementale d'appel
Du mercredi 31 mai 2023 au mercredi 6 juin 2023	La DSDEN contacte les parents pour planifier les heures de passage et leur adresser les convocations
Vendredi 9 juin 2023	Commission départementale d'appel (13 heures 30)
A partir du mercredi 14 juin 2023	Notification aux familles (par la DSDEN) des décisions d'appel Transmission aux écoles (par l'IEN) des décisions d'appel